

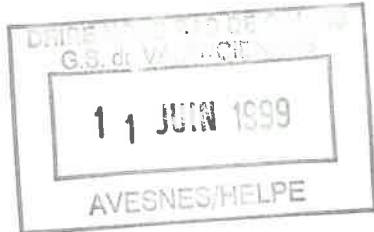
PREFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE

3ème Bureau

ENVIRONNEMENT

N° A.99 - 57 ChL/DC



1/6/99 -

ARRETE autorisant la S.A.R.L. RECYCLAGE DES VALLEES à poursuivre l'exploitation et à procéder à l'extension du centre de transfert, de regroupement, de tri et de valorisation de déchets ménagers et déchets industriels banals sis à HAUTMONT et LOUVROIL.

LE PREFET DE LA REGION NORD-PAS-de-CALAIS,
PREFET DU NORD,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et son décret d'application n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et ses décrets d'application n° 93.742 et 93.743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 Juin 1996 autorisant la S.A.R.L. FLAMME ENVIRONNEMENT à exploiter à HAUTMONT et LOUVROIL, un centre de tri et de valorisation de déchets ménagers et de déchets industriels banals ;

VU le récépissé de déclaration délivré le 16 décembre 1997 à la S.A.R.L. RECYCLAGE DES VALLEES pour la reprise d'exploitation du centre précité ;

VU la demande présentée par la S.A.R.L. RECYCLAGE DES VALLEES - siège social : lieudit « sous le Mont », zone industrielle - B.P. 136 - 59330 HAUTMONT - à poursuivre l'exploitation et à procéder à l'extension du centre de transfert, de regroupement, de tri et de valorisation de déchets ménagers et déchets industriels banals sis sur le territoire des communes d'HAUTMONT et LOUVROIL .

Vu le dossier réglementaire produit à l'appui de cette demande ;

VU l'enquête publique et le procès-verbal du commissaire-enquêteur ;

VU le mémoire en réponse de l'exploitant ;

VU la délibération du conseil municipal d'HAUTMONT ;

VU la délibération du conseil municipal de LOUVROIL ;

VU l'avis de Monsieur le Sous-Préfet d'AVESNES ;

VU l'avis de Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

VU l'avis de Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement ;

VU l'avis de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement ;

VU l'avis de Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU l'avis de Monsieur le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi ;

VU l'avis de Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;

VU l'avis de Monsieur le Directeur Régional de la Navigation du Nord et du Pas-de-Calais ;

VU l'avis de Monsieur le Chef de la Division de l'Equipement de la S.N.C.F. ;

VU le rapport de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargé du service d'inspection des installations classées ;

VU l'avis du conseil départemental d'hygiène émis lors de sa séance du 19 mai 1999 ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord,

ARRETE :

TITRE I. - CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

Le présent arrêté abroge l'arrêté préfectoral A-96-32 du 24 juin 1996.

1.1. - Activités autorisées

La société RECYCLAGE DES VALLEES dont le siège social est situé lieudit « Sous le Mont » Z.I. - B.P. 136 à HAUTMONT (59330) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation et à procéder à l'extension du centre de transfert, de regroupement, de tri et de valorisation de déchets ménagers et déchets industriels banals qu'elle exploite sur le territoire des communes d'HAUTMONT et de LOUVROIL, centre qui comprend les installations classées suivantes :

| N° Rubrique | Intitulé de la rubrique de la nomenclature des installations classées | Libellé en clair de l'installation Nature et volume des activités | AS A D ou NC |
|--------------------------|---|---|--------------------------|
| 98 bis C | Caoutchouc, élastomères, polymères (dépôts ou ateliers de triage de matières usagées combustibles à base de) C. installés sur un terrain isolé, bâti ou non, situé à plus de 50m d'un bâtiment habité ou occupé par des tiers, la quantité entreposée étant supérieure à 150 m3 | <ul style="list-style-type: none"> Stockage, déchetage, tri de pneumatiques usagés : <ul style="list-style-type: none"> - pneus avant déchetage : 40 t soit 300 m3 - pneus déchetés : 70 t soit 100 m3 Balles de plastiques : 130t soit 600 m3 Vrac films plastiques : 5t soit 100 m3 (en attente d'emballage) Vrac plastiques durs : 20t soit 200 m3 (stockés avec balles plastiques) TOTAL maximal 265t soit 1 300 M3 | D |
| 128 | Dépôt ou atelier de triage de chiffons usagés ou souillés La quantité emmagasinée étant supérieure à 50 t | Tri et stockage de chiffons usagés ou souillés La quantité maximale présente est de 100t | A |
| 167 a) | Déchets industriels provenant d'installations classées (installations d'élimination à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères) a) stations de transit | Transit et tri de déchets industriels pouvant provenir d'installations classées Quantité maximale reçue : 40 000 t/an | A |
| 253 (définition 1430) | Dépôts de liquides inflammables de la catégorie de référence Représentant une capacité totale équivalente supérieure à 10 m3 | Cuve de fioul aérienne de volume 5 m3 Capacité totale équivalente : 1 m3 | NC |
| 322-A) | Stockage et traitement des ordures ménagères et autres résidus urbains A) stations de transit, à l'exclusion des déchetteries mentionnées à la rubrique 2710 | <ul style="list-style-type: none"> Ordures ménagères (OM) en transit, y compris fraction non valorisable des OM collectées sélectivement, maxi : 70 000 tonnes /an Tri de la fraction valorisable des OM (hors déchets verts et hors fermentescibles organiques) et d'encombrants en mélange, maxi : 30 000 tonnes/an Stockage en transit de déchets alimentaires en une cuve de 30 m3 réfrigérée | A |

| | | | |
|------------|---|---|----|
| 329 | Dépôts de papiers usés ou souillés La quantité emmagasinée étant supérieure à 50 t | Dépôts de papiers usés Quantité maximale stockée : 500 t | A |
| 1434-1) | Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables 1) installations de remplissage ou de distribution des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant inférieur ou égal à 1 m ³ /h | Poste de distribution de fioul pour chariots Débit : 2,5 m ³ /h Débit équivalent : 0,5 m ³ /h | NC |
| 1530-2) | Dépôts de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues La quantité stockée étant supérieure à 1 000 m ³ mais inférieure ou égale à 20 000 m ³ | <ul style="list-style-type: none"> • Palettes : 110 t soit 1 000 m³ • Déchets de bois avant et après broyage : 170t- 1 500 m³ • DIB en attente de tri vrac : 225t soit 1 500 m³ • Encombrants en attente de tri : 125t soit 500 m³ • Fraction valorisable OM en attente de tri : 50t - 500 m³ • Papier carton en vrac : 60t soit 500 m³ (en attente de mise en balle) • Balles de papier carton : 2 000t soit 4 500 m³ TOTAL 2 740 t soit 10 000 M³ | D |
| 2170-2) | Fabrication des engrais et supports de culture à partir de matières organiques 2) lorsque la capacité de production est supérieure ou égale à 1 t/j et inférieure à 10 t/j | Compostage de déchets verts (tontes de pelouse, produits d'élagage, etc...) Quantité maximale produite inférieure à 10 t/j | D |
| 2171 | Dépôts de fumiers, engrais et supports de culture renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole Le dépôt étant supérieur à 200 m ³ | Stockage du produit fini de la plate-forme de compostage et stockage de crottin de cheval, paille, fruits et légumes, etc ... pour complément à la plate-forme 3 500 m ³ soit 2 400 t | D |
| 2260-1) | Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 1) supérieure à 200 kW | Broyage, criblage, ensachage de bois, papier, carton, déchets verts (résidus de tonte et d'élagage, ...) 2 broyeurs mobiles La puissance installée des machines est de 250 kW | A |
| 2515-1) | Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 1) supérieure à 200 kW | Broyage, criblage de gravats de démolition La puissance installée des machines est de 250 kW | A |
| 2661-2)-a) | Emploi ou réemploi de matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques 2) par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 20 t/j | Broyage de caoutchouc et plastique dur à l'aide d'un broyeur mobile Quantité maximale traitée : 120 t/j | A |

| | | | |
|----------------|--|--|----|
| 2662-1)- a) | Stockage de matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques 1) Polyoléfines (polyéthylène, polypropylène et copolymères associés), polystyrène, polyesters, polycarbonates, caoutchouc et élastomères (à l'exclusion des caoutchouc et élastomères halogénés ou azotés), le volume étant : a) supérieur ou égal à 1 000 m ³ | <ul style="list-style-type: none"> • Pneus avant déchetage : 300 m³ • Pneus déchiquetés : 100 m³ • Balles plastiques (PET, PE) : 450 m³ • Vrac films plastiques (PE) : 100 m³ • Vrac plastique dur (PET, PE) : 160 m³ <p>TOTAL maximal stocké : 1 100 m³</p> | A |
| 2662-2)- b) | Stockage de matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques 2) Autres plastiques, polymères, caoutchouc, élastomères, etc, le volume étant supérieur ou égal à 20 m ³ , mais inférieur à 200 m ³ | <ul style="list-style-type: none"> • Balles plastiques (PVC) : 150 m³ • Vrac plastique dur (PVC) : 40 m³ <p>TOTAL maximal stocké : 190 m³</p> | D |
| 2710-2) | Déchetteries aménagées pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par le public : - « Monstres » (gros électroménager, mobilier, éléments de véhicules), déchets de jardin, déchets de démolition, déblais, gravats, terre, - Bois, métaux, papiers-cartons, plastiques, textiles, verres, - Déchets ménagers spéciaux (huiles usagées, piles et batteries, médicaments, solvants, peintures, acides et bases, produits phytosanitaires, etc...) usés ou non, 2) la superficie de l'installation étant supérieure à 100 m ² , mais inférieure ou égale à 2 500 m ² . | Déchetterie ouverte au public, commerces, industries, administrations, entreprises Superficie inférieure à 2 500 m ² | D |
| 2920-2) | Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10⁵ Pa, 1) comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, 2) dans tous les autres cas la puissance absorbée étant b) supérieure à 50 kW | <ul style="list-style-type: none"> • installation de compression d'air, la puissance absorbée étant de : 20 kW • Groupe froid pour la cuve de stockage de déchets alimentaires : 20 kW <p>Total : 40 kW</p> | NC |

1.2 - Installations soumises à déclaration

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées soumises à déclaration.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

2.1. - Plans

Sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, l'établissement est situé et exploité conformément aux plans et descriptifs joints à la demande d'autorisation.

2.2. - Intégration dans le paysage

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site et tient régulièrement à jour un schéma d'aménagement. L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.

Les marges de reculement en bordure des voies ou des limites séparatives seront plantées et engazonnées. Les terrains non affectés à l'aménagement du centre de tri (soit environ la moitié de la superficie totale du terrain) seront aménagés et arborés avec des essences locales (plus 1/3 persistants) en conformité avec les dispositions du POS de la commune d'Hautmont, du PERI et du contrat de rivière de la Sambre. La configuration projetée pour l'aménagement des berges de la Sambre sera soumise à l'approbation préalable des services de la DDE, du Service Régional de la Navigation et de la DIREN.

2.3. - Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

2.4. - Contrôles inopinés

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

2.5. - Hygiène et sécurité

L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

2.6. - Caractéristiques des installations

2.6.1. - Capacité

La quantité maximale de déchets entrants annuellement dans le centre est de 157 000 tonnes se répartissant comme suit :

- 30 000 tonnes d'ordures ménagères issues de collectes sélectives, y compris les encombrants,
- 40 000 tonnes de déchets industriels banals en provenance du public, des commerces, des industries, des administrations et des entreprises,
- 1 500 tonnes de palettes,
- 70 000 tonnes d'ordures ménagères en transfert,
- 15 500 tonnes de déchets verts et compléments.

La capacité moyenne journalière de tri d'ordures ménagères issues de collectes sélectives est de 100 tonnes par jour.

2.6.2. -Quantités maximales de stockage de déchets

A l'exception des stockages maximaux énumérés ci-après, aucun déchet non valorisable ne doit être présent sur le site pendant plus de 24 heures. Seules les matières récupérées après tri peuvent séjourner plus longtemps dans la limite des capacités de stockage reprises à l'article 1^{er}.

L'exploitant prendra toute disposition pour respecter le stockage maximal de déchets en vrac (les déchets en balles et les déchets verts ne sont pas concernés) les dimanches et jours fériés suivant la répartition suivante :

- piles : 5 tonnes,
- batteries : 50 tonnes en 3 bennes de 15 m3,
- médicaments : 20 tonnes en 2 bennes de 43 m3,
- déchets alimentaires en une cuve réfrigérée de 30 m3,
- déchets et emballages souillés (déchetterie professionnelle) : une benne de 43 m3 pour les déchets métalliques et une benne de 43 m3 pour les déchets non métalliques,

- déchets non triés en vrac : 475 t (DIB : 255 t, emballages ménagers + papiers : 50 t, encombrants : 170 t),
- déchets à base d'amiante : 75 t en conteneurs spécifiques,
- déchets triés en vrac (hors déchets verts) : 515 t (palettes : 100 t, bois avant et après déchiquetage : 195 t, papiers/cartons : 50t, pneumatiques avant et après déchiquetage : 110t, plastiques fils et plastiques durs : 60 t.

En périodes chômées de longue durée (supérieure à 15 jours pour les déchets verts et supérieure à 5 jours pour les autres déchets), le centre doit être complètement vidé de tous déchets, y compris des déchets visés ci-avant.

2.6.3. – Capacité maximale de transit d'ordures ménagères brutes

La capacité journalière de transit d'ordures ménagères brutes de l'installation sera au moins égale au double du tonnage journalier maximal de résidus susceptibles d'être apportés en exploitation normale. Aussi, les 3 box étanches réservés à cet effet (2 de 130 m³ et 1 de 260 m³) seront, en tant que de besoin, complétés par des semi-remorques placées en contrebas du quai d'accès de façon à ce que les bennes de collecte puissent y déposer par l'intermédiaire d'une trémie.

La durée du séjour en transit des ordures ménagères brutes dans le centre ne doit pas excéder 24 heures.

2.6.4. – Origine géographique des déchets

Les déchets collectés proviennent des départements du Nord, du Pas de Calais, de l'Aisne, de la Somme et des Ardennes.

2.6.5. – Nature et origine des déchets admissibles

Les catégories de déchets admissibles sur le site appartiennent exclusivement aux catégories suivantes, selon les codes énumérés par la nomenclature publiée au Journal Officiel du 11 novembre 1997 :

- **20 00 00 DECHETS MUNICIPAUX ET DECHETS ASSIMILES PROVENANT DES COMMERCES, DES INDUSTRIES ET DES ADMINISTRATIONS, Y COMPRIS LES FRACTIONS COLLECTEES SEPAREMENT :**
 - * 20 01 00 fractions collectées séparément
 - * 20 01 01 papiers cartons
 - * 20 01 02 verre
 - * 20 01 03 petits déchets en matière plastique
 - * 20 01 04 autres matières plastiques
 - * 20 01 05 petits métaux (boîtes de conserve, etc.)
 - * 20 01 06 autres métaux
 - * 20 01 07 bois
 - * 20 01 08 déchets organiques de cuisines compostables (y compris huile de friture et déchets de restauration)
 - * 20 01 09 huile et matière grasse
 - * 20 01 10 vêtements
 - * 20 01 11 textiles
 - * 20 01 12 peintures, encres, colles et résines
 - * 20 01 13 solvants
 - * 20 01 14 acides
 - * 20 01 15 déchets basiques
 - * 20 01 16 détergents
 - * 20 01 17 produits chimiques de la photographie
 - * 20 01 18 médicaments
 - * 20 01 19 pesticides
 - * 20 01 20 piles et accumulateurs
 - * 20 01 21 tubes fluorescents et autres déchets contenant du mercure
 - * 20 01 22 aérosols
 - * 20 01 23 équipements contenant des chlorofluorocarbones

- * 20 01 24 imprimés) équipements électroniques (par exemple circuits
- * 20 02 00 déchets de jardins et de parcs (y compris les
- * 20 02 01 déchets de cimetière) fraction compostable
- * 20 02 02 terres et pierres
- * 20 02 03 autres déchets non compostables
- * 20 03 00 autres déchets municipaux
- * 20 03 01 déchets municipaux en mélange (*ordures ménagères brutes, ordures ménagères issues de collectes sélectives, encombrants, déchets industriels banals en mélange*)
- * 20 03 02 déchets de marchés
- * 20 03 03 déchets de nettoyage des rues
- 15 00 00 EMBALLAGES, ABSORBANTS, CHIFFONS D'ESSUYAGE, MATERIAUX FILTRANTS ET VETEMENTS DE PROTECTION (NON SPECIFIES PAR AILLEURS), DONT LES DETENTEURS FINAUX NE SONT PAS LES MENAGES
 - * 15 01 00 emballages
 - * 15 01 01 emballages en papier/carton
 - * 15 01 02 emballages en matières plastiques
 - * 15 01 03 emballages en bois
 - * 15 01 04 emballages métalliques
 - * 15 01 05 emballages composites
 - * 15 01 06 mélanges
 - * 15 02 00 absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection
 - * 15 02 01 absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection
- 16 00 00 DECHETS NON DECRITS AILLEURS DANS LE CATALOGUE
 - * 16 01 03 pneus usés
 - * 16 02 00 équipements mis au rebut et déchets de broyage
 - * 16 02 07 déchets provenant de l'industrie de transformation des matières plastiques
- 17 00 00 DECHETS DE CONSTRUCTION ET DE DEMOLITION (Y COMPRIS LA CONSTRUCTION ROUTIERE)
 - * 17 01 00 béton, briques, tuiles, céramiques et matériaux à base de gypse (y compris le plâtre)
 - * 17 01 01 béton
 - * 17 01 02 briques
 - * 17 01 03 tuiles et céramiques
 - * 17 01 04 matériaux de construction à base de gypse
 - * 17 01 05 matériaux de construction à base d'amiante
 - * 17 02 00 bois, verre et matières plastiques
 - * 17 02 01 bois
 - * 17 02 02 verre
 - * 17 02 03 matières plastiques
 - * 17 03 00 asphalté, goudron, bitume et produits goudronnés
 - * 17 03 01 asphalté contenant du goudron, du bitume
 - * 17 03 02 asphalté (sans goudron, bitume)
 - * 17 03 03 goudron et produits goudronnés
 - * 17 04 00 métaux (y compris leurs alliages)
 - * 17 04 01 cuivre, bronze, laiton
 - * 17 04 02 aluminium
 - * 17 04 03 plomb
 - * 17 04 04 zinc
 - * 17 04 05 fer et acier
 - * 17 04 06 étain
 - * 17 04 07 métaux en mélange
 - * 17 04 08 câbles

- * 17 05 00 terres et boues de dragage
- * 17 05 01 terres et cailloux
- * 17 06 00 matériaux d'isolation
- * 17 06 01 matériaux d'isolation contenant de l'amiante
- * 17 06 02 autres matériaux d'isolation
- * 17 07 00 déchets de construction et de démolition en mélange
- * 17 07 01 déchets de construction et de démolition en mélange
- 19 00 00 DECHETS PROVENANT DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES DECHETS, DES STATIONS D'EPURATION DES EAUX USEES HORS SITE ET DE L'INDUSTRIE DE L'EAU
 - * 19 05 00 déchets de compostage
 - * 19 05 01 fraction non compostée de déchets municipaux et assimilés
 - * 19 05 02 fraction non compostée des déchets animaux et végétaux
 - * 19 05 03 compost déclassé
 - * 19 05 99 déchets non spécifiés ailleurs
- 02 00 00 DECHETS PROVENANT DE LA PRODUCTION PRIMAIRE DE L'AGRICULTURE, DE LA CHASSE, DE LA PECHE, DE L'AQUACULTURE, DE LA PREPARATION ET DE LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS
 - * 02 01 03 déchets de tissus végétaux
 - * 02 01 04 déchets de matières plastiques (à l'exclusion des emballages)
- 03 00 00 DECHETS PROVENANT DE LA TRANSFORMATION DU BOIS, DE LA PRODUCTION DE PAPIER, DE CARTON, DE PATE A PAPIER, de PANNAUX ET DE MEUBLES
 - * 03 01 00 déchets provenant de la transformation du bois et de la fabrication de panneaux et de meubles
 - * 03 01 02 sciure de bois
 - * 03 01 03 copeaux, chutes, déchets de bois, de panneaux de particules et de placages de bois
- 04 00 00 DECHETS PROVENANT DES INDUSTRIES DU CUIR ET DU TEXTILE
 - * 04 02 00 déchets de l'industrie textile
- 12 00 00 DECHETS PROVENANT DE LA MISE EN FORME ET DU TRAITEMENT MECANIQUE DE SURFACE DES METAUX ET MATIERES PLASTIQUES
 - * 12 01 00 déchets provenant de la mise en forme (forge, soudure, presse, étirage, tournage, découpe, fraisage)
 - * 12 01 01 limaille et chutes de métaux ferreux
 - * 12 01 02 autres particules de métaux ferreux
 - * 12 01 03 limailles et chutes de métaux non ferreux
 - * 12 01 04 autres particules de métaux non ferreux
 - * 12 01 05 particules de matières plastiques

Origine des déchets. Les déchets proviennent des ménages et des professionnels (entreprises, artisans, commerçants, etc...) collectés de façon sélective et non sélective, en porte à porte, à partir de déchetteries ouvertes au public, par bennes à domicile, et apportés sur la déchetterie du site.

2.6.6. –Nature des déchets interdits

L'admission sur le site des déchets de natures reprises ci-après est interdite :

- Déchets industriels spéciaux non repris explicitement à l'article 2.5.5,
- Déchets présentant l'une des caractéristiques suivantes : explosif, inflammable, radioactif, non pelletable, pulvérulent non conditionné, contaminé.

2.6.7. - Dispositions relatives aux déchets d'emballages autres que ceux des ménages

2.6.7.1. L'exploitant est tenu de trier et de valoriser au moins 60% de la masse des déchets d'emballage autres que ceux de la consommation des ménages qu'il prend en charge.

2.6.7.2. Le présent arrêté vaut agrément d'installation de valorisation de déchets d'emballages au sens du décret 94-609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages.

2.6.7.3. Lors de la prise en charge des déchets d'emballage d'un tiers, un contrat écrit sera passé avec ce dernier en précisant la nature et la quantité des déchets pris en charge. Ce contrat devra viser cet agrément et joindre éventuellement ce dernier en annexe. De plus, dans le cas de contrats signés pour un service durable et répété, à chaque cession, un bon d'enlèvement sera délivré en précisant les quantités réelles et les dates d'enlèvement.

2.6.7.4. Dans le cas où la valorisation nécessite une étape supplémentaire dans une autre installation agréée, la cession à un tiers se fera avec signature d'un contrat similaire à celui mentionné à l'article 2.6.7.3. Si le repreneur est exploitant d'une installation classée, le pétitionnaire s'assurera qu'il bénéficie de l'agrément pour la valorisation des déchets d'emballages pris en charge. Si le repreneur exerce des activités de transport, négoce, courtage, le pétitionnaire s'assurera que ce tiers est titulaire d'un récépissé de déclaration pour de telles activités.

2.6.7.5. Pendant une période de 5 ans devront être tenus à la disposition des agents chargés du contrôle du respect du décret du 13 juillet 1994 :

- les dates de prise en charge des déchets d'emballages, la nature et les quantités correspondantes, l'identité des détenteurs antérieurs, les termes du contrat, les modalités de l'élimination (nature des valorisations opérées, proportion éventuelle de déchets non valorisés et leur mode de traitement),
- les dates de cession, le cas échéant, des déchets d'emballages à un tiers, la nature et les quantités correspondantes, l'identité du tiers, les termes du contrat et les modalités d'élimination,
- les quantités traitées, éliminées et stockées, le cas échéant, et les conditions de stockage,
- les bilans mensuels ou annuels selon l'importance des transactions.

2.6.8. - Dispositions relatives aux déchets d'emballages des ménages

L'exploitant est tenu de trier la totalité des emballages issus de la collecte sélective auprès des ménages et d'en valoriser au minimum 75 % en masse.

2.6.9. - Caractéristiques techniques des installations

Les aménagements du site comprendront à terme :

- Des bureaux et sanitaires pour 300 m² environ à l'entrée du site,
- Le logement du gardien sur le même emplacement que les bureaux pour 70 m² environ,
- Une bascule et une aire de lavage des véhicules,
- Une zone extérieure de cisailage pour encombrants située à côté de la déchetterie professionnelle,
- Une plate-forme de compostage avec des broyeurs,
- Une zone extérieure de criblage des matériaux de démolition avec broyeurs,
- Un bâtiment de 1 900 m² abritant la chaîne de tri, les presses et les stockages de vrac en attente de tri,
- Un parc à conteneurs non couvert, extérieur destiné au stockage des bennes avant évacuation,
- Des box et des zones de stockages externes (verre, pneus, palettes, matériaux de démolition),
- Un bâtiment de 2 000 m² pour le stockage en balles avant expédition, une zone d'isolement de 12 m séparant la zone de traitement de la zone de stockage,
- Un bâtiment de 2 400 m² comprenant :
 - Une aire d'évolution des engins,

- Une zone de pré-tri (DIB et encombrants),
- Un parc à conteneurs couvert, ce bâtiment sera équipé de trémies de réception des matériaux et de convoyeurs vers la chaîne de tri,
- Une zone de déchargement et transit avec son quai d'accès, comportant :
 - 1 box pour DIB,
 - 2 box pour encombrants,
 - 3 box pour ordures ménagères en transit,
 - 2 aires de stationnement d'un ensemble routier chacune pour transit d'OM.

Les box de réception des ordures ménagères en transit seront construits en matériaux très robustes, susceptibles de résister aux chocs, ils seront étanches. Les surfaces en contact avec les résidus doivent pouvoir résister à l'abrasion et être suffisamment lisses pour éviter l'accrochage des matières.

2.7. – Exploitation

2.7.1. L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant. L'ensemble du personnel intervenant sur le site doit avoir reçu une formation sur la nature des déchets triés dans l'établissement.

2.7.2. Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir l'accès libre aux installations. En l'absence de personnel d'exploitation, la clôture entourant les installations doit être fermée à clé.

Les heures de fonctionnement : le centre pourra être exploité en 3 équipes (3x8) du lundi au vendredi, et en 2 équipes (2x8) le samedi (jusque 22 heures), les opérations de broyage et cisaillage extérieures aux bâtiments n'auront lieu que dans la période de 5h00 à 21h00,

Les heures de réception : l'accueil et le départ des poids lourds sera limité entre 5 heures et 21 heures du lundi au samedi.

2.7.3. Les locaux et les équipements doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment les voies de circulation pour éviter les amas de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières et présenter les garanties correspondantes. Les éléments légers qui seront dispersés dans et hors de l'établissement doivent être régulièrement ramassés.

Les voies de circulation doivent être dégagés de tout objet susceptible de gêner la circulation.

Le triage des ordures ménagères brutes en transit est interdit.

Les box de réception des ordures ménagères brutes en transit seront nettoyés avant la fermeture journalière ; ils seront désinfectés en tant que de besoin.

2.7.4. Chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, l'heure, le nom du producteur, la nature et la quantité de déchets et l'identité du transporteur, le numéro d'immatriculation du véhicule et des observations s'il y a lieu. Il est systématiquement établi un bordereau de réception.

Chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom de l'entreprise de valorisation ou d'élimination, la nature et la quantité du chargement et l'identité du transporteur.

Les registres où sont mentionnés ces données sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Le contrôle quantitatif des réceptions et des expéditions doit être effectué par un pont bascule agréé et contrôlé au titre de la réglementation métrologique.

Un bilan trimestriel et annuel faisant la synthèse des flux entrants et sortants par catégorie de déchets, par modalité d'élimination et par origine doit être envoyé à l'inspecteur des installations classées (au plus tard dans le mois qui suit le trimestre et au 1^{er} mars de l'année n+1).

2.7.5. Le stockage des déchets et des produits triés, transitant dans le centre doit s'effectuer dans des conditions propres à limiter les envois. En particulier, s'il est fait usage de bennes ouvertes, les produits doivent être au besoin couverts d'une bâche ou d'un filet avant le départ de l'établissement.

Si le transport des ordures ménagères en transit n'est pas effectué en caisson fermé, les résidus seront recouverts, avant leur sortie du centre, d'une bâche ou d'un dispositif de couverture efficace.

2.7.6. Les déchets réceptionnés doivent faire l'objet d'un contrôle visuel systématique pour s'assurer de la conformité avec le bordereau de réception. Une procédure d'urgence doit être établie et faire l'objet d'une consigne d'exploitation écrite en cas d'identification de déchets non admissibles au sein de l'installation. Cette consigne doit prévoir l'information du producteur du déchet, le retour immédiat du déchet vers ledit producteur ou l'expédition vers un centre de traitement autorisé, et l'information de l'inspection des installations classées.

2.7.7. Les matériels et engins de manutention, les matériels et équipements électriques et les moyens de lutte contre l'incendie sont entretenus selon les instructions du constructeur et contrôlés conformément aux règlements en vigueur. Ils sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

Les rapports de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'entretien et la réparation des engins mobiles sont effectués dans un local spécial.

2.7.8. L'établissement doit être tenu en état de dératisation permanente. Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant un an.

2.7.9. Prescriptions particulières applicables aux déchets de démolition à base d'amiante reçus dans la déchetterie, à savoir : les déchets de matériaux issus des travaux relatifs à la réhabilitation et à la démolition dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (plaques ondulées, plaques support de tuiles, ardoises en amiante-ciment, produits plans, tuyaux et canalisations, ...), les déchets de matériels et d'équipements (équipements de protection individuels jetables, filtres de dépoussiéreurs, ...) et les déchets issus du nettoyage (débris, poussières, ...).

Toutes dispositions seront prises pour que les déchets de matériaux acceptés soient conditionnés en vue d'être palettisés (produits de couverture, produits plans) ou mis en racks (tuyaux, gaines) en vue de leur élimination finale.

Les éléments en vrac (à l'exclusion des débris et des poussières) seront déposés dans des bennes recevant uniquement des déchets amiante-ciment. Ces déchets devront être conditionnés de façon à pouvoir être immédiatement identifiés lors de l'arrivée sur l'installation de stockage. On utilisera un grand récipient pour vrac transparent, s'adaptant à la forme de la benne ou tout autre moyen équivalent.

Les autres déchets d'amiante issus du nettoyage doivent être conditionnés comme des déchets issus des opérations de déflocage en double sac étanche. Ils sont éliminés comme des déchets industriels spéciaux dans les installations de traitement prévues à cet effet.

Les bennes seront dépoussiérées avant tout nouveau dépôt.

L'exploitant devra respecter les règles applicables en matière d'hygiène, sécurité et santé notamment pour le personnel chargé de la manipulation de ces déchets.

L'inspecteur des installations classées pourra imposer, à tout moment, aux frais de l'exploitant, des analyses de la qualité de l'air par une recherche de fibres amiante à proximité de l'aire de manipulation des déchets et à tout endroit qui lui apparaîtrait nécessaire.

2.7.10. Prescriptions particulières applicables à la plate-forme de compostage de déchets verts.

Les déchets admissibles sont des déchets verts (gazon, produits d'élagage, feuilles, etc...) provenant de l'entretien des espaces verts privés ou publics et des compléments (crottin de cheval, paille, fruits et légumes, etc...).

L'ensemble de la plate-forme sera constituée d'une aire imperméable, disposée en pente avec reprise des jus et eaux de ruissellement.

Quand la production dépassera 5 tonnes par jours, la plate-forme utilisant la technique par retournement sera abandonnée et une nouvelle plate-forme utilisant la technique par aération forcée sera réalisée et exploitée selon les prescriptions ci-après.

Stockage, broyage de déchets verts bruts :

Les bois d'élagage et les tailles seront broyés dès réception sur le site, puis mélangés avec les pelouses, les feuilles et autres déchets non broyés, avant d'être arrosés et mis en préfermentation pendant quelques jours qui précéderont leur mise en silo d'aération forcée. Les composés ligno-cellulosiques broyés dont le compostage peut être différé de quelques mois en fonction des arrivages de tontes seront stockés sur l'aire de la plate-forme. Les matières seront stockées sous forme de tas trapézoïdale sur 3 m de hauteur à l'aide d'un chargeur.

Aire de fermentation accélérée :

Cette aire sera formée de trois silos couloir formés à partir d'éléments en équerre autostables scellés dans la dalle béton. L'aération sera effectuée par un ventilateur centrifuge pour chaque silo, la diffusion par un caniveau par silo qui servira également à la récupération des jus. En cas de forte pluie, l'excès d'eau sera évacué à l'aide d'un siphon vers un bassin de recueil des eaux.

L'aire de maturation (les matières en maturation seront stockées 5 mois sous forme de tas trapézoïdal sur 3,5 à 4 m de hauteur) et l'aire de stockage du produit fini (surface de 1 240 m²) pourront ne pas être imperméabilisées.

Le bassin de récupération des eaux :

L'eau utilisée pour l'arrosage sera issue du bassin de récupération associé à la plate-forme (circuit fermé) qui reprend les eaux de ruissellement ; elle pourra être complétée, en tant que de besoin en période sèche, par de l'eau du réseau public.

TITRE II : PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

ARTICLE 3 : LIMITATION DES PRELEVEMENTS D'EAU

3.1. - Origine de l'approvisionnement en eau

Le site est alimenté par le réseau public de distribution d'eau potable.

Les postes d'utilisation sont les suivants :

- eaux sanitaires,
- nettoyage des véhicules.

L'arrosage du compost sera effectué en circuit fermé à partir du bassin de récupération associé à la plate-forme de valorisation des déchets verts et complété, en tant que de besoin en période sèche, par un appoint en eau du réseau public.

La consommation n'excédera pas 100 m³/jour.

3.2. - Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur, les relevés seront effectués journalièrement pendant les périodes d'arrosage de la plate-forme de compostage.

3.3. - Protection des réseaux d'eau potable

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnection ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes doivent être installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique ou dans les nappes souterraines.

ARTICLE 4 : PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

4.1. - Canalisations de transport de fluides

4.1.1. - Les canalisations de transport de matières dangereuses ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique par les produits qu'elles contiennent.

4.1.2. - Sauf exception motivée par des raisons de sécurité, d'hygiène ou de technique, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement doivent être aériennes.

4.1.3. - Les différentes canalisations doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.

4.1.4. - Elles doivent être repérées conformément aux règles en vigueur.

4.2. - Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

4.3. - Réservoirs

4.3.1. - Les réservoirs de produits polluants ou dangereux non soumis à la réglementation des appareils à pression de vapeur ou de gaz, ni à celles relatives au stockage des liquides inflammables doivent satisfaire aux dispositions suivantes :

- si leur pression de service est inférieure à 0,3 bar, ils doivent subir un essai d'étanchéité à l'eau par création d'une surpression égale à 5 cm d'eau,

- si leur pression de service est supérieure à 0,3 bar, les réservoirs doivent :
 . porter l'indication de la pression maximale autorisée en service,
 . être munis d'un manomètre et d'une soupape ou organe de décharge taré à une pression au plus égale à 1,5 fois la pression en service.

4.3.2. - Les essais prévus ci-dessus doivent être renouvelés après toute réparation notable ou dans le cas où le réservoir considéré serait resté vide pendant 24 mois consécutifs.

4.3.3. - Ces réservoirs doivent être équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi les débordements en cours de remplissage.

4.3.4. - Les réservoirs contenant des produits incompatibles susceptibles de provoquer des réactions violentes ou de donner naissance à des produits toxiques lorsqu'ils sont mis en contact, doivent être implantés et exploités de manière telle qu'il ne soit aucunement possible de mélanger ces produits.

4.4. - Cuvettes de rétention

4.4.1. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

4.4.2. - Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 600 litres (ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 600 litres).

4.4.3. - Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

4.4.4. - L'étanchéité du (ou des) réservoir associé(s) à une cuvette de rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

4.4.5. - Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

4.4.6. - L'aire de déchargement de véhicules-citernes pour le remplissage de la cuve aérienne de fioul doit être étanche et disposée en pente suffisante pour drainer les fuites éventuelles vers une rétention qui devra être maintenue disponible.

Une réserve d'absorbant apte à traiter une fuite d'hydrocarbure doit être mise en place.

4.4.7. - Le stockage et la manipulation de déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des lixiviats et des eaux de ruissellement.

ARTICLE 5 : COLLECTE DES EFFLUENTS

5.1. - Réseaux de collecte

5.1.1. - Tous les effluents aqueux doivent être canalisés.

5.1.2. - Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées et les diverses catégories d'eaux polluées.

5.1.3. - En complément des dispositions prévues à l'article 4.1. du présent arrêté, les réseaux d'égouts doivent être conçus et aménagés pour permettre leur curage. Un système de déconnexion doit permettre leur isolement par rapport à l'extérieur.

5.1.4. - Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, doivent être équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

5.2. - Bassins de confinement

5.2.1. - Le réseau de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées doit être aménagé et raccordé à deux bassins de rétention capables de recueillir un volume minimal respectif de 600 et 125m³ (le second bassin -125 m³- sera réalisé avant l'aménagement des voiries et surfaces imperméabilisées complémentaires à celles dont les surfaces sont prises en compte dans le dimensionnement du premier bassin (600 m³) déjà en service.

5.2.2. - L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doit être recueilli dans les bassins de rétention visés à l'article 5.2.1, le volume de 300 m³ nécessaire à cette fonction de confinement d'incendie ayant été pris en compte dans le dimensionnement des deux bassins de rétention.

Les eaux doivent s'écouler dans ce bassin par gravité ou par un dispositif de pompage à l'efficacité démontrée en cas d'accident.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande.

ARTICLE 6 : TRAITEMENT DES EFFLUENTS

6.1. - Obligation de traitement

Les effluents doivent faire l'objet d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté : séparateur à hydrocarbures et décanteur lamellaire en aval des bassins de rétention et avant rejet au milieu naturel, la rivière La Sambre.

6.2. - Entretien et suivi des installations de traitement

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7 : DEFINITION DES REJETS

7.1. - Identification des effluents

Les effluents engendrés par le centre sont les suivants :

- eaux sanitaires,
- effluents de nettoyage des véhicules.

L'arrosage du compost sera effectué, en tant que de besoin en période sèche, en circuit fermé à partir du bassin de récupération associé à la plate-forme de valorisation des déchets verts.

7.2. - Dilution des effluents

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

7.3. - Rejet en nappe

Le rejet direct ou indirect d'effluents même traités dans les eaux souterraines est interdit.

7.4. - Caractéristiques générales des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

De plus :

- ils ne doivent pas comporter des substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire,
- ils ne doivent pas provoquer une coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

7.5. - Localisation des points de rejet

L'établissement dispose d'un collecteur unitaire de diamètre 800 peu profond (-1,50 m) se rejetant dans la Sambre.

ARTICLE 8 : VALEURS LIMITES DE REJETS

8.1. - Eaux exclusivement pluviales

Le rejet des eaux pluviales ne doit pas contenir plus de :

| SUBSTANCES | CONCENTRATIONS (en mg/l) | METHODE DE MESURE |
|----------------------|-----------------------------|---|
| MES | 30 | NFT 90105 |
| DCO | 90 | NFT 90101 |
| DBO5 | 30 | NFT 90103 |
| Azote Global | 10 | NFT 90110 + NFT 90013 + NFT 90012 |
| Hydrocarbures totaux | 10 | NFT 90114 * |
| Métaux totaux | 10 | NFT 90112 |

Le pH sera compris entre 5,5 et 9.

8.2. - Eaux de refroidissement

Les eaux de refroidissement doivent être intégralement recyclées.

8.3. - Eaux domestiques

Les eaux domestiques doivent être traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur, en particulier les dispositions de l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 fixant les prescriptions applicables aux systèmes d'assainissement non collectif. A cet effet, le prétraitement des eaux vannes constitué d'une fosse septique sera complété d'une filière complète comprenant des équipements dont la définition et le dimensionnement seront soumis à l'approbation préalable de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Cette filière sera mise en place dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

8.4. - Eaux usées

Le rejet de la station de lavage doit respecter les valeurs limites supérieures suivantes :

- MES : 35 mg/l
- DCO : 40 mg/l
- DBO5 : 10 mg/l
- NTK : 3 mg/l
- HC totaux : 10 mg/l
- P total : 0,6 mg/l
- PH compris entre 6,5 et 8,5
- Température : 30 °C.

ARTICLE 9 : CONDITIONS DE REJET

9.1. - Conception et aménagement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides doivent être aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

9.2. - Points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure.

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées et du service chargé de la police des eaux.

9.4. - Contrôles périodiques

Des prélèvements, analyses ou tout contrôle des caractéristiques des eaux rejetées et le cas échéant de leur impact sur le milieu récepteur peuvent être effectués par le service chargé de la police des eaux ou à la demande de l'inspecteur des installations classées par un organisme extérieur.

Les frais de ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 10 : CONSEQUENCES DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant devra être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

- 1°) la toxicité et les effets des produits rejetés,
- 2°) leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel,
- 3°) la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,
- 4°) les méthodes de destruction des polluants à mettre en oeuvre,
- 5°) les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution,
- 6°) les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

Pour cela, l'exploitant doit constituer un dossier comportant l'ensemble des dispositions prises et des éléments bibliographiques rassemblés pour satisfaire aux 6 points ci-dessus. Ce dossier de lutte contre la pollution des eaux doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services chargés de la police des eaux, et régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.

TITRE III : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

ARTICLE 11 : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

11.1. - Dispositions générales

11.1.1. - L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire l'émission de polluants à l'atmosphère.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté.

L'ensemble des installations est nettoyé régulièrement et tenu dans un bon état de propreté.

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtres, produits de neutralisation, etc...

Le brûlage à l'air libre est interdit.

11.1.2. - Odeurs

Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique

11.1.3. - Voies de circulation

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (formes de pente, revêtement, etc) et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues de véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible doivent être engazonnées,
- des écrans de végétation doivent être prévus.

11.1.4. - Stockages

Les stockages de produits pulvérulents doivent être confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents doivent être munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envois de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

TITRE IV : PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

ARTICLE 12 : PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

12.1. - Construction et exploitation

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions suivantes sont applicables à l'installation :

- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement

- la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

12.2. - Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995) et des textes pris pour son application.

12.3. - Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

12.4. - Niveaux acoustiques

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

| Point de mesure | Niveaux-limites admissibles de bruit en dB (A) | |
|---------------------|--|---|
| | période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés | période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés |
| Limite de propriété | 70 | 60 |

Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) | Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés | Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés |
|--|---|--|
| supérieure à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A) | 6 dB (A) | 4 dB (A) |
| supérieure à 45 dB (A) | 5 dB (A) | 3 dB (A) |

Les valeurs admissibles d'émergence fixées dans le tableau ci-dessus ne s'appliquent, dans les zones considérées, qu'au-delà d'une distance de 200 mètres de la limite de propriété.

12.5. - Contrôles

L'inspecteur des Installations Classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

12.6. - Mesures périodiques

L'exploitant fait réaliser, au moins tous les 5 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifiés choisi après accord de l'inspection des installations classées. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.

Préalablement à cette mesure, l'exploitant soumet pour accord à l'inspection des installations classées le programme de celle-ci, incluant notamment toutes précisions sur la localisation des emplacements prévus pour l'enregistrement des niveaux sonores. Ces emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'urgence dans les zones où elle est réglementée. Les résultats et l'interprétation des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans les deux mois suivant leur réalisation.

TITRE V : TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS

ARTICLE 13 : TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS

13.1. - Disposition générale

Une procédure interne à l'établissement organise la collecte, le tri, le stockage temporaire, le conditionnement, le transport, et le mode d'élimination des déchets.

13.2. - Nature des déchets produits par l'activité

| Référence nomenclature | Nature du déchet | Filières de traitement |
|------------------------|---|------------------------|
| 20 01 01 | Papiers de l'activité de bureau | VAL |
| 20 03 01 | Ordures ménagères du réfectoire et du logement | IE + VAL |
| 13 02 02 | Huiles usagées du groupe hydraulique | IE |
| 20 02 01 | Résidus d'entretien des espaces verts | VAL |
| 20 01 06 | Pièces métalliques d'entretien des véhicules et matériels | VAL |
| 19 08 03 | Résidus de vidange du débourbeur déshuileur | IE |
| 15 02 01 | Matière absorbante souillée de produit liquide | IE |
| 19 07 01 | Jus de la fosse de transit des ordures ménagères | IE ou STA |

VAL : valorisation ; IE : incinération avec récupération d'énergie ; STA : station d'épuration.

13.3. - Elimination

Les déchets ne peuvent être éliminés ou recyclés que dans une installation classée autorisée ou déclarée à cet effet au titre de la législation relative aux installations classées. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination correcte.

Nonobstant les indications de l'article 13.2., les déchets d'emballages des produits seront valorisés ou recyclés dans les filières agréées, conformément à la réglementation en vigueur. L'exploitant organise le tri et la collecte de ces déchets à l'intérieur de l'installation de manière à favoriser la valorisation ou le recyclage.

Toute incinération à l'air libre ou dans un incinérateur non autorisé au titre de la législation relative aux installations classées de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

13.4. - Comptabilité – Autosurveillance

Un registre est tenu sur lequel seront reportées les informations suivantes :

- codification selon la nomenclature officielle
- type et quantité de déchets produits
- opération ayant généré chaque déchet
- nom des entreprises et des transporteurs assurant les enlèvements de déchets,
- date des différents enlèvements pour chaque type de déchets
- nom et adresse des centres d'élimination
- nature du traitement effectué sur le déchet dans le centre d'élimination.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

TITRE VI : PREVENTION DES RISQUES ET SECURITE

ARTICLE 14 : SECURITE

14.1. - Organisation générale

14.1.1. - L'exploitant établit et tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées la liste des équipements importants pour la sécurité.

Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes écrites.

14.1.2. - Règles d'exploitation

L'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

Ces dispositions portent notamment sur :

- la conduite des installations (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques)
- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement
- la maintenance et la sous-traitance
- l'approvisionnement en matériel et matière
- la formation et la définition des tâches du personnel

Ces moyens feront l'objet d'un rapport annuel qui sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

14.1.3. - Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté de l'installation, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants pour la sûreté et pour permettre la mise en état de sûreté de l'installation.

Les documents relatifs aux contrôles et à l'entretien liés à la sûreté de l'installation sont archivés et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une année.

14.1.4. - La conduite des installations, tant en situations normales qu'incidentelles ou accidentelles, fait l'objet de documents écrits dont l'élaboration, la mise en place, le réexamen et la mise à jour s'inspirent des règles habituelles d'assurance de la qualité.

14.2. - Alimentation électrique de l'établissement

L'alimentation électrique des équipements vitaux pour la sécurité doit pouvoir être secourue par une source interne à l'établissement.

Les unités doivent se mettre automatiquement en position de sûreté si les circonstances le nécessitent, et notamment en cas de défaut de l'énergie d'alimentation ou de perte des utilités.

Afin de vérifier les dispositifs essentiels de protection, des tests sont effectués. Ces interventions volontaires font l'objet d'une consigne particulière reprenant le type et la fréquence des manipulations.

Cette consigne est distribuée au personnel concerné et commentée autant que nécessaire.

Par ailleurs, toutes dispositions techniques adéquates doivent être prises par l'exploitant afin que :

- les automates et les circuits de protection soient affranchis des micro-coupures électriques,

- le déclenchement partiel ou général de l'alimentation électrique ne puisse pas mettre en défaut ou supprimer totalement ou partiellement la mémorisation de données essentielles pour la sécurité des installations.

14.3. - Sûreté du matériel électrique

L'établissement est soumis aux dispositions de l'arrêté du 31 Mars 1980 (JO - NC du 30 Avril 1980) portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

L'exploitant doit être en mesure de justifier le type de matériel électrique utilisé dans chacun des différents secteurs de l'usine.

14.4. - Permis de feu

Dans le cas de travaux d'aménagement ou de réparation sortant du domaine de l'entretien courant, notamment tous travaux par points chauds, dans les zones susceptibles de présenter des risques d'incendie, les mesures suivantes sont prises :

- aspiration des poussières dans la zone de travail,
- délivrance d'un permis de feu pour une durée précisée avec fixation de consignes particulières.

Le permis de feu et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis de feu et la consigne particulière peuvent être établis, soit par l'exploitant, soit par l'entreprise extérieure, ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité une vérification des installations doit être effectuée.

14.5. - Clôture de l'établissement

Le centre est clôturé sur toute sa périphérie.

La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres, doit être suffisamment résistante afin d'empêcher les éléments indésirables d'accéder aux installations.

Les portes des bâtiments sont munies de dispositifs de verrouillage.

14.6. - Accès

Les accès à l'établissement sont constamment fermés ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte de l'usine.

14.7. - Equipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation.

ARTICLE 15 : MESURES DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

15.1. - Protection contre la foudre (A.M. du 28/01/1993)

15.1.1. - Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peuvent être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre.

15.1.2. - Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la Communauté européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

La norme doit être appliquée en prenant en compte la disposition suivante : pour tout équipement, construction, ensemble d'équipements et constructions ne présentant pas une configuration et des contours hors tout géométriquement simples, les possibilités d'agression et la zone de protection doivent être étudiées par la méthode complète de la sphère fictive. Il en est également ainsi pour les réservoirs, tours, cheminées et, plus généralement, pour toutes structures en élévation dont la dimension verticale est supérieure à la somme des deux autres.

Cependant, pour les systèmes de protection à cage maillée, la mise en place de pointes caprices n'est pas obligatoire.

15.1.3. - L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées à l'article 19.1.1. ci-dessus fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1. de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre doit être installé sur les installations. En cas d'impossibilité d'installer un tel comptage, celle-ci est démontrée.

15.1.4. - Les pièces justificatives du respect des articles 15.1.1., 15.1.2. et 15.1.3. ci-dessus sont tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

15.2. – Aménagement

La toiture des bâtiments abritant des installations doit être réalisée en éléments incombustibles. Elle doit comporter au moins 2% de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est au moins égale à 0,5 % de la surface totale de la toiture. La commande manuelle des exutoires de fumée doit être facilement accessible depuis les issues de secours.

Toute disposition doit être prise afin que le personnel n'ait pas plus de 40 m à parcourir pour gagner une issue et 25 m dans les parties en cul de sac. Toutes les issues doivent être signalées et banalisées, elles sont maintenues libres d'accès en permanence pendant les heures d'exploitation.

15.3. - Moyens de secours

Les moyens de lutte contre l'incendie, conformes aux normes en vigueur, comportent au minimum :

- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- des robinets incendie armés répartis dans les locaux et situés à proximité des issues ; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées. Ils sont protégés du gel ;
- un réseau d'eau alimentant deux poteaux incendie de 100 mm de diamètre, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés. Ce réseau ainsi que si nécessaire la réserve d'eau de l'établissement sont capables de fournir le débit nécessaire à l'alimentation des robinets d'incendie armés et à l'alimentation, à raison de 60 m³/h chacun, des poteaux d'incendie.

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptibles de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers.

15.4. – Formation du personnel, vérification des moyens

Le personnel doit être formé à la manœuvre des moyens de secours qui doivent être vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications sont consignées sur un registre qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

15.5. - Signalisation

La norme NF X 08 003 relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité est appliquée conformément à l'arrêté du 4 Août 1982 afin de signaler les emplacements :

- des moyens de secours
- des stockages présentant des risques
- des locaux à risques
- des boutons d'arrêt d'urgence

ainsi que les diverses interdictions.

ARTICLE 16 : ORGANISATION DES SECOURS

16.1. - Plan de secours

L'exploitant est tenu d'établir un plan d'intervention interne qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il en assure la mise à jour permanente.

Le plan est transmis au Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile, à Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, et à Monsieur le Directeur Départemental des Service d'Incendie et de Secours.

Le Préfet, peut demander la modification des dispositions envisagées.

TITRE VII : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES
ARTICLE 17 : DISPOSITIONS GENERALES ET PARTICULIERES
17.1. - Modifications

Toute modification apportée au mode d'exploitation, à l'implantation du site ou d'une manière plus générale à l'organisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation dès lors que cette modification est de nature à entraîner un changement notable du dossier de demande d'autorisation ou des hypothèses ayant servi à l'élaboration de l'étude des dangers et de l'étude d'impact, ce qui peut conduire au dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation.

17.2. - Délais de prescriptions

La présente autorisation, qui ne vaut pas permis de construire, cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives sauf cas de force majeure.

17.3. - Cessation d'activités

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée.

Au moins un mois avant la mise à l'arrêt définitif (au moins 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation accordée pour des installations de stockage de déchets, des carrières et des ouvrages soumis à la loi sur l'eau), l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et comportant notamment :

- 1°) l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site,
- 2°) la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- 3°) l'insertion du site de l'installation (ou de l'ouvrage) dans son environnement,
- 4°) en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation (ou de l'ouvrage) sur son environnement.

17.4. - Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976)

La présente décision ne peut être déférée qu'à un Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, de 4 ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 18. - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord et Monsieur le Sous-Préfet d'AVESNES sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société et dont ampliation sera adressée à :

- Messieurs les Maires de HAUTMONT, LOUVROIL, NEUF-MESNIL et MAUBEUGE

- Monsieur l'Ingénieur en Chef des Mines, Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement

- Messieurs les chefs des services consultés lors de l'instruction de la demande ou concernés par une ou plusieurs dispositions de l'arrêté.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairies de HAUTMONT et LOUVROIL et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairies pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des Maires ;

- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant ;

- un avis sera inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Fait à LILLE, le **1 JUIN 1999**

LE PREFET,
pour le Préfet,
LE SECRETAIRE GENERAL,

François PHILIZOT.

Pour ampliation,
P/LE CHEF DE BUREAU DELEGUE,

Christine LECLERCQ.

